



PREFECTURE DU GARD
DELEGATION INTER SERVICE DE L'EAU

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
 DES AFFAIRES SANITAIRES
 ET SOCIALES DU GARD**

Nîmes, le 12 OCT. 2007

ARRÊTE n° 2007-285-4

**Portant déclaration d'utilité publique du projet présenté par la Commune
 de SOMMIERES**

- de dérivation des eaux souterraines sur le territoire de la commune de SOMMIERES
- d'instauration des périmètres de protection pour le champ captant de « Saint Laze »

portant autorisation de distribuer à la population de l'eau destinée à la consommation humaine

portant autorisation de traitement de l'eau distribuée

valant autorisation au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement

déclarant cessibles les terrains nécessaires à l'opération

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique ;
- VU** le Code de l'Environnement et notamment l'article L 215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L 214-1 à L 214-6 ;
- VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10 et L 1324-3, R 1321-1 à R 1321-61 et D 1321-103 à D 1321-105 ;
- VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 126-1 et R 126-1 et R 126-2 ;
- VU** le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application des articles L 122-1 à L 122-3 du Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 2004-127 du 9 février 2004 modifiant les articles R 11-1 et R 11-2 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique ;
- VU le décret n° 2005-115 du 7 février 2005 portant application des articles L 211-7 et L 213-10 du Code de l'Environnement et de l'article L 151-37-1 du Code Rural ;
- VU le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le Code de la Santé Publique (dispositions réglementaires) ;
- VU le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mai 1997 modifié relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R 1321-2, R 1321-3, R 1321-7 et R 1321-38 du Code de la Santé Publique ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R 1321-10, R 1321-15 et R 1321-16 du Code de la Santé Publique ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code de la Santé Publique ;
- VU l'examen du SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse approuvé par l'arrêté n° 96-652 du 20 décembre 1996 du préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2001-304-6 du 31 octobre 2001, modifié par les arrêtés n°2003-119-7 du 29 avril 2003, portant création d'une délégation inter services de l'eau (D.I.S.E.) et notamment le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, chef de la D.I.S.E. et n° 2006-137-7 du 17 mai 2006 ;
- VU l'arrêté n° 2006-B-38/2 du 30 mai 2006 portant délégation de signature à Mme Mireille JOURGET ;
- VU la circulaire ministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU la circulaire ministérielle du 19 février 1998 relative à l'information sur la qualité des eaux d'alimentation à joindre à la facture d'eau ;

- VU la circulaire préfectorale du 5 décembre 2000 relative à l'application d'un programme d'actions pour la régulation des autorisations d'usage de l'eau pour l'alimentation humaine ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de SOMMIERES du 31 octobre 2003 demandant :
- de déclarer d'utilité publique :
 - la dérivation des eaux pour la consommation humaine,
 - la délimitation et la création de périmètres de protection du champ captant de « Saint Laze » ;
 - de l'autoriser à délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,
 - et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;
- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU le rapport de Monsieur Jean-Louis REILLE, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, en date du 14 mars 2006 et établi préalablement à l'enquête publique et ce, en application de l'article R 1321-6 du Code de la Santé Publique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 2007 prescrivant l'ouverture de l'enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique, l'enquête parcellaire et l'enquête préalable à l'autorisation au titre du Code de l'Environnement ;
- VU les résultats des enquêtes publiques ;
- VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 16 juillet 2007 ;
- VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 17 novembre 2006 ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 20 novembre 2006 ;
- VU l'avis du Conseil Général du Gard en date du 7 décembre 2006 ;
- VU l'avis du Syndicat mixte Interdépartemental d'Aménagement et de mise en valeur du Vidourle et de ses Affluents reçu le 15 novembre 2006 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 9 octobre 2007 ;
- VU le rapport du service instructeur,
- CONSIDERANT** les besoins, actuels et futurs, en eau potable destinée à l'alimentation humaine, de la commune de SOMMIERES énoncés à l'appui du dossier,
- CONSIDERANT** la nécessité de supprimer la prise d'eau superficielle dans le Vidourle au lieu-dit « Garanel » :

CONSIDERANT que les moyens dont la mise en œuvre est projetée par la collectivité sont de nature à garantir la salubrité publique en assurant la distribution d'une eau de qualité conforme à la réglementation sanitaire en vigueur et ce, en quantité suffisante,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard,

ARRÊTE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Article 1 :

Sont déclarés d'utilité publique :

- les travaux nécessaires à la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du champ captant de « Saint Laze » et les acquisitions de terrains et de servitudes nécessaires à entreprendre sur le territoire de la commune de SOMMIERES,
- la création de Périmètres de Protection Immédiate, Rapprochée et Eloignée concernant le champ captant de « Saint Laze ».

En conséquence, la commune de SOMMIERES est autorisée à acquérir par voie d'expropriation les terrains et les servitudes nécessaires pour la réalisation du projet.

Article 2 : Localisation et caractéristiques du captage

Le champ captant de « Saint Laze » exploite les calcaires, marnes et molasses oligo-miocènes du bassin de CASTRIES-SOMMIERES. Cet aquifère porte le numéro n° 556 b de la nomenclature du BRGM.

Les coordonnées topographiques (Lambert zone III) des deux forages d'exploitation (FP1 et FP2) sont :

Forage FP1 :

X =740 541

Y= 3 165 159

Z= 24,43 m

Forage FP2 :

X =740 608

Y= 3 165 136

Z= 24,29 m

Situation cadastrale : parcelle n° 81, Section AK, lieu-dit « Chemin de MONTPELLIER », de la commune de SOMMIERES.

Article 3 : Capacité de prélèvement autorisée

Les débits maximum d'exploitation autorisés du captage sont de $200 \text{ m}^3/\text{h}$ et de $4\,800 \text{ m}^3/\text{j}$.

Un système de comptage adapté permettra de vérifier en permanence les valeurs des débits prélevés conformément à l'article L 214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Article 4 : Droit des tiers

La commune de SOMMIERES devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 : Périmètres de protection du captage

Des Périmètres de Protection Immédiate, Rapprochée et Eloignée seront établis en amont hydrogéologique du champ captant de « Saint Laze ». Ces périmètres concerneront les communes d'AUJARGUES, JUNAS, SOMMIERES, SOUVIGNARGUES et VILLEVIEILLE dans le département du Gard.

Ils s'étendront conformément aux plans portés en ANNEXE I, II et III du présent arrêté.

Article 5.1 : Périmètre de Protection Immédiate (PPI)

Il sera constitué d'une partie de la parcelle n° 81, section AK, lieu-dit « Chemin de Montpellier », de la commune de SOMMIERES. Cette parcelle devra rester propriété de ladite commune. La localisation et les limites de ce périmètre sont décrites en ANNEXE I du présent arrêté.

Les ouvrages permettant d'assurer la protection sanitaire de chaque forage et du local technique devront être conçus en tenant compte du caractère inondable du site. Ces ouvrages respecteront les principes suivants :

- La partie extérieure du tube de forage et la canalisation le prolongeant devront dépasser la surface du sol environnant de 2,50 mètres.
- En partie haute, la canalisation d'exhaure formera un siphon et rejoindra la cote du terrain naturel d'où elle sera dirigée vers le local technique. Le siphon sera muni d'une ventouse automatique.
- Toutes mesures utiles seront prises pour que l'ensemble du dispositif de prélèvement d'eau souterraine ne soit pas en relation avec des eaux superficielles, même en périodes d'inondations. En particulier, le raccord entre la dalle du plancher et le tube de forage sera muni d'un joint étanche.
- Le plancher de chaque tête de forage sera constitué par une dalle en béton étanche d'un diamètre minimal de 3 mètres, située à une cote au moins égale à celle du terrain environnant et comportant une pente permettant l'évacuation rapide des eaux parasites vers l'extérieur. Ce plancher ne devra pas permettre la stagnation des eaux superficielles.
- Chaque tête de forage sera protégée des détériorations physiques provoquées par les embâcles en cas de crûes par un abri constitué d'un ouvrage cylindrique en béton de 2,50

mètres de diamètre et d'environ 3 mètres de haut. Cet ouvrage sera muni, en partie basse, d'un clapet anti-retour susceptible de bloquer efficacement la pénétration des eaux superficielles en périodes d'inondations.

- Les installations électriques sensibles dans les deux forages d'exploitation et le local technique seront installées au-dessus de la cote des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC).
- L'orifice d'évacuation des eaux parasites ainsi que les dispositifs d'aération seront munis de grilles pare-insectes.
- Des robinets de prélèvement d'eau brute seront mis en place au niveau de chaque tête de forage et dans le local technique. Un robinet de prélèvement d'eau traitée sera également installé dans ledit local. Les conditions de mise en place de ces robinets sont décrites dans l'article 10 du présent arrêté.
- Le piézomètre situé dans le Périmètre de Protection Immédiate devra être équipé pour ne pas permettre la pénétration d'eau superficielle dans l'aquifère capté.
- Dans le Périmètre de Protection Immédiate, seules seront autorisées les activités liées à l'alimentation publique en eau potable et à condition qu'elles ne provoquent pas de pollution de l'eau captée. Seront notamment interdits les dépôts et stockages de matériaux et de produits non nécessaires à l'exploitation du forage et le garage de véhicules. Son accès sera réservé aux agents chargés de l'entretien des ouvrages et à ceux procédant aux mesures de contrôle et aux prélèvements d'eau.
- Afin d'empêcher efficacement l'accès du Périmètre de Protection Immédiate par des tiers et des animaux, ce périmètre sera clos et matérialisé par une clôture maintenue en bon état, infranchissable par l'homme et les animaux (hauteur minimale de 2 mètres), et munie d'un portail fermant à clé.
- La végétation présente sur le site sera entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique). L'emploi de désherbants y sera interdit. La végétation, une fois coupée, devra être extraite de l'enceinte du Périmètre de Protection Immédiate.
- Le Périmètre de Protection Immédiate ne devra pas contenir d'aires où les eaux peuvent stagner.
- Le Périmètre de Protection Immédiate et les installations seront soigneusement entretenus et contrôlés périodiquement.

Article 5.2 : Périmètre de Protection Rapprochée (PPR)

Le Périmètre de Protection Rapprochée du champ captant de « Saint Laze » sera entièrement situé sur le territoire de la commune de SOMMIERES. Il concernera les parcelles suivantes de ladite commune :

- section AL (lieux-dits « Puech Bouquet », « Les Roquets » et « Route de Saussines ») : n° 1, 8, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 38, 61, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72 et 73 ;

- section AM (lieux-dits « Crouzade » et « Route de Saussines ») : n° 180, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 197, 198, 203, 210, 220, 222, 229, 230, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297 et 299.

Les limites de ce Périmètre de Protection Rapprochée correspondent, dans leur totalité, à un secteur relativement proche du champ captant et où la vulnérabilité de l'aquifère est élevée du fait que le magasin y est directement affleurant ou recouvert par des formations superficielles d'importance insignifiante.

Des servitudes seront instituées sur les parcelles du Périmètre de Protection Rapprochée mentionnées ci-dessus et reportées en **ANNEXE II** du présent arrêté.

La totalité de l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée devra constituer une zone spécifique de protection de captage public d'eau potable dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SOMMIERES.

En règle générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet.

En application de l'article 2 du décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié, toutes les activités, ouvrages, installations et travaux normalement soumis à déclaration au titre du Code de l'Environnement relèveront d'une procédure d'autorisation.

Tout dossier relatif à des projets, installations, activités ou travaux devra faire l'objet d'un examen attentif des autorités chargées de l'instruire en ce qui concerne les risques éventuels de transfert de substances polluantes en direction de l'aquifère capté. Les dossiers devront comporter les éléments d'appréciation à cet effet.

Dans ce Périmètre de Protection Rapprochée les prescriptions de portées générales suivantes devront être respectées :

- pour le maintien de la protection de surface

- ♦ Seront interdits, l'ouverture et l'extension des carrières, la réalisation de fouilles, de fossés, de terrassements ou d'excavations de plus de 2 mètres de profondeur ou d'une superficie supérieure à 100 m².
- ♦ Les puits et forages seront conçus de manière à prévenir tout risque d'entrée d'eaux de surface. Cette mesure concernera spécialement les ouvrages soumis à une procédure d'autorisation ou de déclaration au titre du Code de l'Environnement ou tenus de respecter les contraintes du Règlement Sanitaire Départemental ou des cahiers des charges des travaux publics.

- concernant l'occupation des sols

- ♦ Toute nouvelle construction induisant la production d'eaux usées, à l'exception d'une extension mesurée de logements existants, sera interdite.
- ♦ La mise en place de systèmes de collecte ou de traitement d'eaux résiduaire et l'épandage des dites eaux sur le sol ou dans le sous-sol seront interdits. *Les systèmes d'assainissement non collectif des habitations existantes seront mis en conformité avec la réglementation en vigueur.*
- ♦ La mise en place d'habitations légères ou de loisir, l'établissement d'aires destinées aux gens du voyage, le camping et le stationnement de caravanes seront interdits. *Cette interdiction ne s'applique pas aux installations et établissements existants.*
- ♦ La création ou l'extension de cimetières, les inhumations en terrains privés et les enfouissements des cadavres d'animaux seront interdits.

- ♦ Toute nouvelle construction produisant des eaux résiduaires non assimilables au type domestique, relevant ou non de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), sera interdite.
- ♦ Les aires de récupération, de démontage et de recyclage de véhicules à moteur ou de matériel d'origine industrielle seront interdites.
- ♦ Les centres de traitement ou de transit des ordures ménagères seront interdits.
- ♦ Les stockages ou les dépôts spécifiques de tous produits susceptibles d'altérer la qualité bactériologique ou chimique des eaux, notamment les hydrocarbures et autres produits chimiques, les ordures ménagères, les immondices, les détritiques, les carcasses de voitures, les fumiers et les engrais, ainsi que les dépôts de matières réputées inertes, telles que les gravats de démolition, les encombrants, etc...vue l'impossibilité d'en contrôler la nature, seront interdits. *Cette interdiction ne concerne pas l'épandage superficiel sur les surfaces agricoles régulièrement entretenue d'engrais et de produits phytosanitaires (pesticides).*
- ♦ Les entrepôts de produits mentionnés à l'alinéa précédent seront interdits.
- ♦ L'implantation de nouvelles canalisations d'eaux souterraines transportant des hydrocarbures liquides, des eaux usées de toutes natures, qu'elles soient brutes ou épurées, et tout autre produit susceptible de nuire à la qualité des eaux souterraines sera interdite. *Le raccordement sur un système d'assainissement collectif d'habitations existantes ne pourra être réalisé que s'il est effectué dans les règles de l'art et que s'il n'induit pas une augmentation du nombre de personnes raccordées dans le Périmètre de Protection Rapprochée. L'étanchéité de la canalisation de raccordement devra être au minimum vérifiée annuellement.*

- concernant les activités agricoles et forestières

- ♦ Les hangars agricoles seront interdits.
- ♦ Le parcage et la stabulation libre d'animaux seront interdits.
- ♦ L'épandage ou le stockage « en bout de champ » de boues issues de vidanges ou de traitement d'eaux résiduaires sera interdit.
- ♦ Les défrichements seront interdits.
- ♦ L'utilisation de composés azotés (fertilisants, engrais chimiques, effluents d'élevages) devra se faire conformément au code des bonnes pratiques agricoles décrit dans un arrêté ministériel du 22 novembre 1993 (« *Journal Officiel* » du 5 janvier 1994).
- ♦ L'utilisation de produits phytosanitaires devra se faire dans les conditions d'emploi définies dans le guide méthodologique intitulé : « *Détermination des causes de Pollution / Elaboration d'une stratégie d'intervention* » préparé par le Centre d'Etude et de Recherche sur la Pollution de l'Eau par les produits phytosanitaires (CERPE) de la Région LANGUEDOC ROUSSILLON en décembre 2004 ou tout autre document équivalent.

- concernant les infrastructures et transports routiers

- ♦ Les projets et études concernant la création ou la modification des voies de communication devront tenir le plus grand compte de la vulnérabilité des eaux souterraines dans ce secteur.

- concernant les stockages d'hydrocarbures

- ♦ Tous les réservoirs d'hydrocarbures liquides, y compris les réservoirs existants destinés à un usage domestique, seront installés hors sol dans une enceinte de rétention d'un volume au moins égal à celui stocké et dans des conditions permettant la détection rapide d'une fuite éventuelle.

ARTICLE 5.3 : Périmètres de Protection Eloignée (PPE)

Le Périmètre de Protection Eloignée sera situé sur le territoire des communes d'AUJARGUES, JUNAS, SOMMIERES, SOUVIGNARGUES et VILLEVIEILLE conformément au plan figurant en ANNEXE III du présent arrêté.

Ce périmètre de protection comprendra deux zones : une zone A et une zone B.

La zone A est une zone sensible où l'impact des installations présentant des risques pour la qualité des eaux souterraines doit être examiné avec un soin particulier. Les prescriptions dans cette zone seront les suivantes :

- Les dispositifs d'élimination d'effluents domestiques seront mis sans délai en conformité avec la réglementation en vigueur.
- Les autorités chargées d'instruire les dossiers relatifs aux projets de constructions, installations, activités ou travaux imposeront aux pétitionnaires toutes mesures visant à éviter les dépôts, écoulements, rejets directs ou indirects, sur le sol ou dans le sous-sol, de tous produits et matières susceptibles de porter atteinte à la qualité chimique des eaux souterraines.
- Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pourront être soumises à des prescriptions particulières visant à limiter les risques de pollution des eaux souterraines.
- On s'attachera à ce que les parcelles boisées conservent ce caractère.

La zone B ne concernera que les communes de SOMMIERES et VILLEVIEILLE. Elle a pour vocation de limiter les risques de pollution de l'aquifère capté, situé dans cette zone sous des terrains marneux imperméables, à partir de forages privés incorrectement équipés. Pour cette raison, les prescriptions suivantes devront être appliquées :

- L'ensemble des captages privés existants dans cette zone devra être recensé.
- Les propriétaires concernés devront être informés des risques sanitaires présentés par leurs ouvrages et de leurs responsabilités en cas de pollution de l'aquifère capté par le champ captant de « Saint Laze ».
- Monsieur le Maire de la commune de SOMMIERES proposera aux propriétaires qui en feront la demande de sécuriser leur(s) forage(s) et ce, aux frais de la Collectivité.
- Cette sécurisation de l'aquifère capté par le champ captant de « Saint Laze » devra être effectuée dans le respect des règles qui s'appliquent en la matière.
- Les projets d'assainissement collectif devront faire l'objet d'études préalables approfondies.

TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 6 : Modalités de la distribution

La commune de SOMMIERES est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du champ captant de « Saint Laze » dans le respect des modalités suivantes :

- Les branchements en plomb existants seront supprimés dans les plus courts délais possible et, au plus tard, avant le 25 décembre 2013.
- L'ensemble des propriétaires concernés sera informé des risques sanitaires liés à la présence de ce matériau et de la nécessité de supprimer dans ces délais les canalisations en plomb à l'intérieur des habitations.
- Le réseau de distribution, les installations de traitement et les réservoirs devront être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.
- Le rendement du réseau devra être au moins égal à 70 % dans un délai de dix ans à compter de la signature du présent arrêté.
- Une interconnexion avec une ou plusieurs autre(s) Collectivité(s) devra être prévue.
- Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.

ARTICLE 7 : Traitement de l'eau

L'eau produite par le champ captant de « Saint Laze » sera désinfectée par injection de chlore gazeux dans le local technique situé à l'intérieur du Périmètre de Protection Immédiate.

Le débit de chlore sera asservi au débit d'exhaure des pompes. Le temps de contact nécessaire sera assuré par le séjour de l'eau traitée dans les réservoirs de tête.

Un suivi en continu de la **turbidité** sera assuré par un turbidimètre fonctionnant en continu et couplé avec un enregistreur.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation sera à reconsidérer. Si nécessaire, la mise en place d'une installation de filtration sera prescrite.

ARTICLE 8 : Surveillance de la qualité de l'eau

- La commune de SOMMIERES veillera au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organisera la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.
- Un dispositif de télésurveillance permettra le suivi par l'exploitant des débits prélevés, du fonctionnement de l'installation de chloration et de la turbidité.
- En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, la commune préviendra la DDASS dès qu'elle en aura connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires pourront être prescrites aux frais de l'exploitant.

- La commune de SOMMIERES veillera au respect de la circulaire DGS n° 524/DE n°19-03 du 7 novembre 2003 relative à l'application du plan VIGIPIRATE aux systèmes d'alimentation en eau. Dans le cas d'une désinfection au chlore gazeux, cette circulaire stipule qu'il est nécessaire de maintenir une concentration minimale en chlore libre de 0,3 mg/l en sortie de réservoirs et de 0,1 mg/l en tous points du réseau de distribution.
- L'exploitant s'assurera de la présence permanente d'un résiduel de désinfectant en tous points du réseau. A cet effet, il disposera du matériel de terrain permettant la mesure du résiduel de chlore. L'ensemble de ces mesures sera consigné dans un registre d'exploitation mis à disposition des agents des services de l'état.
- L'autosurveillance portera au minimum sur la concentration en chlore libre et la turbidité.
- Les résultats des mesures ou analyses seront enregistrés et tenus trois ans à disposition du service chargé du contrôle.

ARTICLE 9 : Contrôle de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau sera contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur et mis en œuvre par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé. Les frais d'analyses et de prélèvements seront à la charge de l'exploitant selon les tarifs et modalités également fixés par la réglementation en vigueur.

Les contrôles réglementaires seront réalisés, notamment, aux points suivants identifiés dans le fichier SISE-Eaux de la DDASS :

Installations				Points de surveillance		
Type	Code	Nom	Classe	Code PSV	Nom	Type
CAP	004134	CHAMP CAPTANT DE SAINT LAZE	2 000 à 5 999 m ³ /j	0000004544	CHAMP CAPTANT DE SAINT LAZE	P
TTP	006106	STATION DE SAINT LAZE	3 000 à 5 999 m ³ /j	0000006492	STATION DE SAINT LAZE	P
UDI	000405	SOMMIERES	2 000 à 4 999 habitants	0000000448 (*)	PLACE DES AIRES	P

(*) non compris les points de surveillance secondaires du réseau de distribution

Des recherches de cryptosporidium pourront être prescrites.

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application du Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement auront constamment libre accès aux installations.

ARTICLE 10 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

Les possibilités de prises d'échantillons seront assurées par :

- un robinet permettant le prélèvement de l'eau brute au niveau de chaque tête de forage et à l'arrivée dans le local technique situé dans l'enceinte du Périmètre de Protection Immédiate,
- un robinet situé après chloration dans la canalisation de refoulement vers le ou les réservoir(s) de tête du réseau communal.

Ces robinets seront aménagés de façon à permettre :

- le remplissage des flacons : hauteur libre d'au moins 40 cm entre le robinet et le réceptacle permettant l'évacuation des eaux d'écoulement à l'extérieur du bâti,
- le flambage des robinets,
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).

ARTICLE 11 : Information sur la qualité de l'eau distribuée

L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire et les synthèses commentées que peut établir la DDASS sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée seront portés à la connaissance du public selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Plan d'alerte et d'intervention

1) : Plan d'alerte et d'intervention concernant les routes départementales n° 6110 et 34

Un plan d'alerte et d'intervention concernant les routes départementales n° 6110 et 34 sera établi par Monsieur le Maire de SOMMIERES en concertation avec Monsieur le Maire de BOISSERON (Hérault) et les services suivants :

- Services Interministériels de Défense et de Protection Civile des Préfecture du Gard et de l'Hérault,
- Gendarmerie Nationale,
- Conseils Généraux du Gard et de l'Hérault,
- Services Départementaux d'Incendie et de Secours du Gard et de l'Hérault,
- Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales du Gard et de l'Hérault.

En cas de pollution accidentelle, la remise en service du champ captant de « Saint Laze » ne pourra être effectuée qu'au vu d'une ou de plusieurs analyse(s), réalisée(s) par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé, attestant de la potabilité de l'eau produite.

2) : Alarmes anti-intrusion

Des installations d'alarmes anti-intrusion seront mises en place au niveau :

- des abris de chacune des deux têtes de forage du champ captant de « Saint Laze »,
- des deux portes d'accès dans le local d'exploitation situé dans le Périmètre de Protection Immédiate,
- des ouvrages de stockage du réseau de distribution.

Ces alarmes seront reliées par télésurveillance aux services chargés de la sécurité et à l'exploitant.

FORMALITES AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
(article L 214-1 à L 214-6)

ARTICLE 13 : Situation de l'ouvrage par rapport au Code de l'Environnement

Le débit maximal de prélèvement demandé pour l'exploitation du champ captant de « Saint Laze » étant de $200 \text{ m}^3/\text{h}$, il relève d'une procédure d'autorisation au titre de la rubrique n° 1.1.2.0 de la nomenclature visée par les articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement et relative aux prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé.

Le présent arrêté vaut **AUTORISATION** au titre des articles susvisés du Code de l'Environnement.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 : Entretien des ouvrages

Les ouvrages de captage, les dispositifs de protection et les installations de distribution seront régulièrement entretenus et contrôlés.

ARTICLE 15 : Respect de l'application du présent arrêté

Le bénéficiaire de la présente autorisation veillera au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection. Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution de travaux ou d'exercice d'activités devront satisfaire aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 16 : Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeureront applicables tant que le captage participera à l'approvisionnement de la commune de SOMMIERES dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 17 : Notifications et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis au Maire de SOMMIERES en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté et de sa notification sans délai aux propriétaires des parcelles concernées par le Périmètre de Protection Rapprochée dans les conditions définies dans le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006,
- de mettre à disposition du public par affichage en mairie pendant une durée de un mois des extraits dudit arrêté énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis,
- d'insérer les servitudes dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SOMMIERES. Le Périmètre de Protection Rapprochée devra constituer une zone de protection spécifique dans ce document d'urbanisme.
- Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage sera dressé par les soins du Maire de la commune de SOMMIERES.
- Un extrait de cet arrêté sera inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux ou régionaux.
- Le maire de la commune de SOMMIERES transmettra à la DDASS, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités relatives à :
 - la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le Périmètre de Protection Rapprochée,
 - l'insertion de l'arrêté dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SOMMIERES.

ARTICLE 18 : Délais de recours et droits des tiers

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de NÎMES (16, avenue Feuchères / CS 88010 / 30941 NÎMES CEDEX 09) :

- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique :

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative : par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie ;

- en ce qui concerne les servitudes d'utilités publiques :

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative : par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

- en ce qui concerne le Code de l'Environnement :

En application des articles L 211-6, L 214-10 et L 216-2 du Code de l'Environnement :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai de 4 ans à compter de sa publication ou de son affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 19 : Sanctions applicables en cas de non respect de la protection des ouvrages

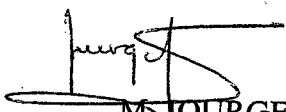
L'article L.1324-3 du Code de la Santé Publique définit des sanctions résultant :

- du non respect de la déclaration d'utilité publique,
- du fait de :
 - dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
 - laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau des sources, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs et des réservoirs d'eau potable.

ARTICLE 20

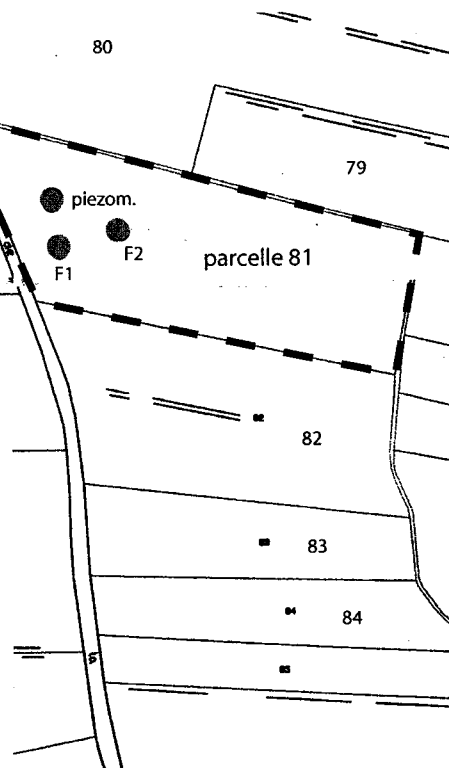
Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de SOMMIERES, le chef de la Délégation Inter Services de l'Eau, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Gard.

Pour le préfet,
Et par délégation
Le chef de la D.I.S.E.

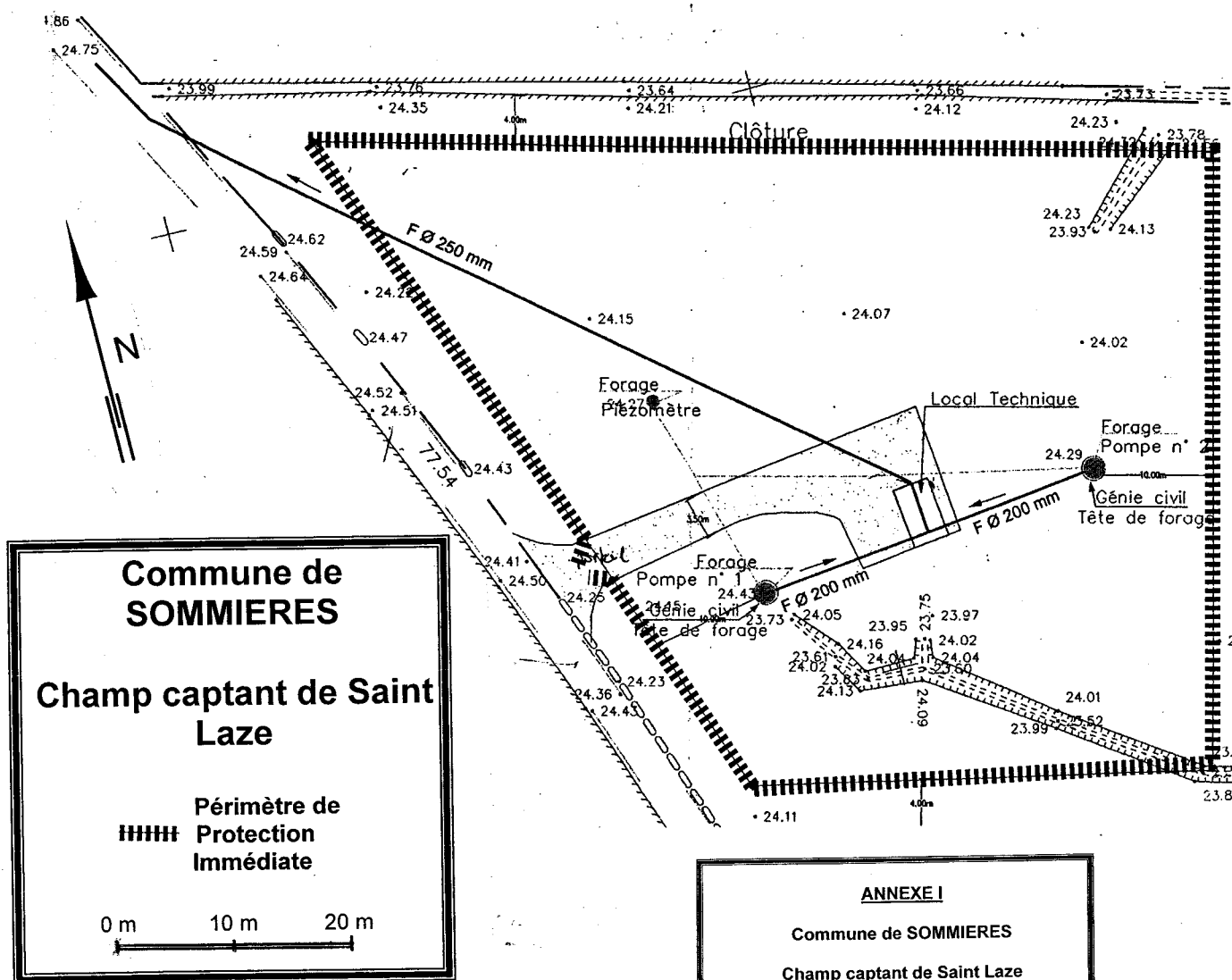

M. JOURGET

Liste des pièce annexées :

- **ANNEXE I** : Périmètre de Protection Immédiate
- **ANNEXE II** : Périmètres de Protection Rapprochée
- **ANNEXE III** : Périmètre de Protection Eloignée



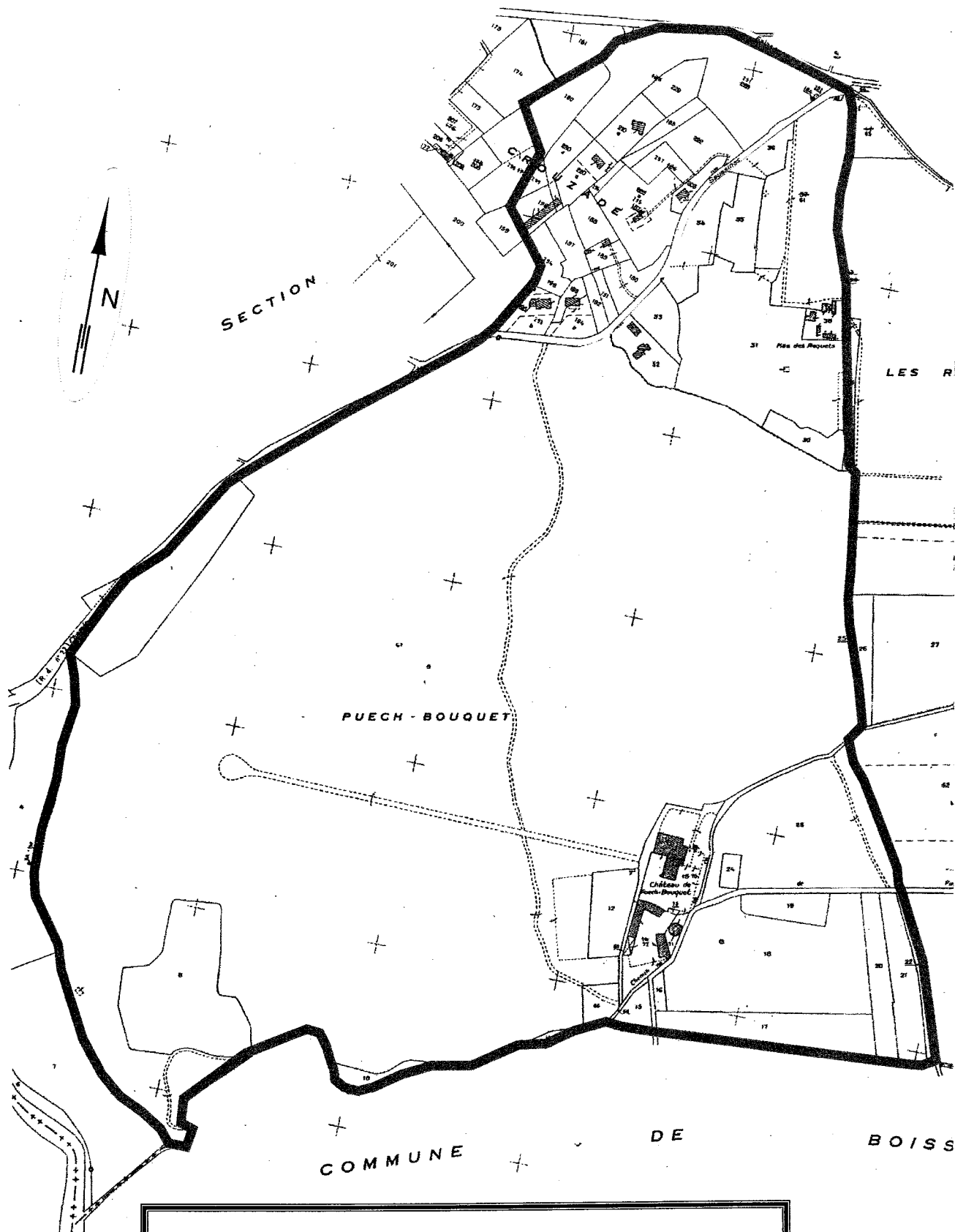
Situation cadastrale



ANNEXE I

Commune de SOMMIERES

Champ captant de Saint Laze



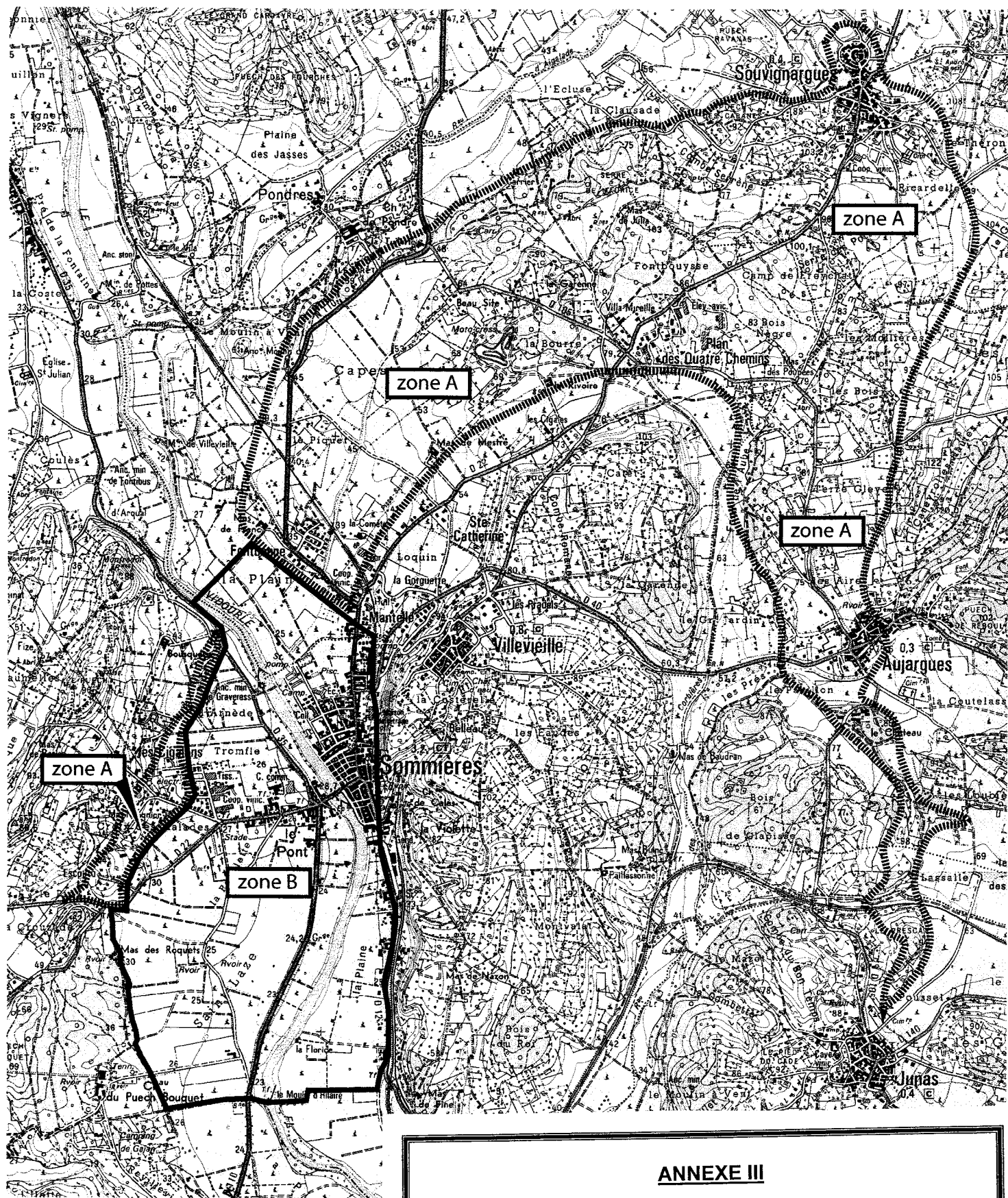
ANNEXE II

Commune de SOMMIERES

Champ captant de Saint Laze

**PERIMETRE DE PROTECTION
RAPPROCHEE**

0 m 200 m 400 m



ANNEXE III

Commune de SOMMIERES

Champ captant de Saint Laze

PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Zone A

Zone B

0 m 500 m 1 km